



**Commune de Carignan de Bordeaux
Mairie – 24 rue de Verdun
33360 CARIGNAN de BORDEAUX**

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHÉ N°

MONTANT (euros HT)

NOTIFIÉ LE :

A – OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

**Création d'un restaurant scolaire, cuisine et salle de motricité
31 chemin du Petit Tourny
33360 Carignan de Bordeaux**

LOT n°

Marché par PROCÉDURE ADAPTÉE en vertu de l'article 42 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, modifiée

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **mai 2018** (mois zéro).

B – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage :

Commune de CARIGNAN de BORDEAUX

24 rue de Verdun – 33360 CARIGNAN de BORDEAUX

Personne responsable du marché représentant le pouvoir adjudicateur :

Monsieur Frank MONTEIL, Maire de la Commune de CARIGNAN de BORDEAUX

Comptable public assignataire :

Monsieur le Trésorier de CENON

C – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....
.....

Adresse professionnelle et téléphone :

.....
.....
.....

☐ agissant pour mon propre compte,

☐ agissant pour le compte de la société (indiquer le nom, l'adresse, le n° SIREN, Registre du Commerce, numéro et ville d'enregistrement ou Répertoire des Métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un Ordre Professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée) :

.....
.....
.....

☐ agissant en tant que mandataire

☐ du groupement solidaire

☐ du groupement conjoint

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du

.....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés.

Je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées aux prix ci-dessous :

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement, exprimée en euros :

LOT N°
Montant hors taxes : euros
Montant T.V.A. (taux 20%) : euros
Montant T.T.C. : euros
Montant TTC arrêté en lettres :

Durée de la validité de l'offre :

La durée de validité de l'offre est de 120 jours.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est fixé au CCAP.

Créance présentée en nantissement ou cession :

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

.....

D - PAIEMENTS

Le maître de l'ouvrage de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre une RIB ou RIP) :

Entrepreneur unique :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :
au nom de :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Groupement solidaire :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :
au nom de :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Avance :

L'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP est fixée à 5% du montant initial TTC du lot :

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON

☐ OUI

Fait en un seul original,

A, le

Le Candidat,

(représentant habilité pour signer le marché)

D – ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A, le

La Personne Responsable du marché.

E – DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu notification du marché le

.....

L'entrepreneur / mandataire du groupement :

.....

Reçu l'avis de réception portal de la notification du marché signé le par
l'entrepreneur / mandataire du groupement destinataire.

Pour la Personne Responsable du marché,

à le
(date d'apposition de la signature ci-après)

ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

- ☐ ANNEXE N° A L'ACTE D'ENGAGEMENT
☐ DÉCLARATION SPÉCIALE EN COURS DE MARCHÉ

Acceptation d'un sous-traitant Agrément de ses conditions de paiement

Marché

N° du marché :(ligne réservée à l'administration)

Objet : **CRÉATION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE, CUISINE
ET SALLE DE MOTRICITÉ**
31 chemin du Petit Tourny – 33360 Carignan de Bordeaux

Lot :
.....

Titulaire :
.....
.....

Prestations sous-traitées

Nature :
.....
.....

Montant prévisionnel hors TVA
des sommes à payer directement :
.....

Montant prévisionnel TVA incluse
des sommes à payer directement :
.....

Sous-traitant

Nom, raison ou dénomination sociale :
.....

Entreprise individuelle ou Forme juridique de la société :
.....

N° d'identité d'établissement (SIRET) :
.....

N° d'inscription au répertoire des métiers :
.....

au répertoire du commerce et des sociétés :
.....

Adresse :
.....

(tél) :

Compte à créditer (joindre un RIB ou RIP)

Compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :

Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Date d'établissement des prix :

Modalités de variation des prix :

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

Pièces à remettre systématiquement

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code Pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
- ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code Général des Impôts ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620.1 du Code du Commerce ;
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du Code du Commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du Code du Commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et L.322-8-2 ou L.323-8-5 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Pièce à remettre en cas de déclaration spéciale en cours de marché

- ☐ Le titulaire rend à la PRM l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La PRM mentionnera le montant maximal de la créance qu'il pourra nantir ou céder.
- ☐ L'exemplaire unique est remis à l'établissement de crédit et ne peut être restitué. Le titulaire produit une attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

ATTENTION : l'une des deux pièces doit être obligatoirement fournie avec la présente déclaration.

Autres renseignements

Comptable public assignataire :
Monsieur le TRÉSORIER de CENON

Le Titulaire

Le Mandataire du groupement

A	A
I.e	Le

Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

A, le

La personne responsable du marché,

ACTE SPÉCIAL DE SOUS-TRAITANCE DE RANG AUTRE QUE PREMIER

- ☐ ANNEXE N° A L'ACTE D'ENGAGEMENT
☐ DÉCLARATION SPÉCIALE EN COURS DE MARCHÉ

**Acceptation d'un sous-traitant
Agrément de ses conditions de paiement**

Marché

N° du marché : (ligne réservée à l'administration)

Objet : **CRÉATION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE, CUISINE
ET SALLE DE MOTRICITÉ**
31 chemin du Petit Tourny – 33360 Carignan de Bordeaux

Lot :
.....

Titulaire :
.....
.....

Sous-traitant accepté de rang n° 1 : Nom

(1)

Prestation sous-traitée :
.....

Sous-traitant accepté de rang n° 2 : Nom

(1).....

Prestation sous-traitée
.....

(1) Nom à rappeler dans le cartouche suivant

Prestations sous-traitées par le sous-traitant – préciser le nom (1)

Nom :

Nature :
.....
.....

Montant prévisionnel hors TVA :
.....

Montant prévisionnel TVA incluse :
.....

Désignation du sous-traitant

Nom, raison ou dénomination sociale :

.....

Entreprise individuelle ou Forme juridique de la société :

.....

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

.....

N° d'inscription au répertoire des métiers :

.....

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

.....

Adresse :

.....

.....

Téléphone :

Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

.....

.....

Date d'établissement des prix :

.....

Modalités de variation des prix :

.....

.....

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....

.....

Délais de paiement et taux d'intérêt de retard :

.....

Garantie de paiement – Caution personnelle et solidaire

Références de l'établissement qualifié l'ayant délivrée :

.....

Objet de la caution :

.....

Montant garanti :

.....

ATTENTION : cette caution n'est pas requise dès lors qu'il y a une délégation de paiement entre le maître de l'ouvrage, le donneur d'ordre et le sous-traitant (paiement direct conventionnel).

Pièces à remettre systématiquement

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code Pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, 435-2, 441-1 à 441-7, les premiers et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et 450-1 ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code Général des Impôts ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du travail ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L 3620-1 du Code de Commerce ;
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L 625-2 du Code du Commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L620-1 du Code du Commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L 323-1 et L 323-8-2 ou L 323-8-5 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le Titulaire

Le Mandataire du groupement

<p>A</p> <p>Le</p>	<p>A</p> <p>Le</p>
--------------------------------	--------------------------------

Sous-traitant accepté de rang n°1

Sous-traitant accepté de rang n° 2

A

A

Le

Le

Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

A, le

La Personne responsable du marché,